



## **De la banlieue rouge à la banlieue rose. 2012, année paradoxale pour le PCF**

**Philippe Subra**

*La banlieue rouge survivra-t-elle à la défaite sévère du PCF aux dernières législatives ? Pointant les résultats contrastés de la séquence électorale de 2012, Philippe Subra analyse les sources du déclin et s'interroge sur le devenir du communisme municipal à l'orée des échéances municipales de 2014.*

La décision, prise en juin 2011, de ne pas présenter de candidat issu du Parti communiste à l'élection présidentielle de 2012 s'est avérée payante au-delà de toutes les attentes. Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de gauche (FG) dont le PCF est la principale composante, a recueilli au premier tour de la présidentielle près de 12 % des voix en Île-de-France. C'est le double du score atteint par la liste du FG aux régionales de 2011. Et surtout, six fois plus que Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, à la présidentielle de 2007 ! Le FG redevient la troisième force politique en Seine-Saint-Denis (17 %), dans le Val-de-Marne (14 %) et même à Paris (11 %) – malgré le départ des couches populaires – talonnant parfois la droite comme en Seine-Saint-Denis. Dans les municipalités dirigées par le PCF, le candidat du FG flirte avec la barre des 20 % ou même la dépasse (24,8 % à Bagnole). Mais il se place toujours loin derrière François Hollande qui obtient dans ces villes deux fois plus de suffrages (entre 40 et 48 % au premier tour). Pensant profiter de l'élan de la campagne de Jean-Luc Mélenchon, les responsables du FG s'attendaient au moins à conforter leurs positions à l'occasion des législatives, un mois après le second tour de l'élection présidentielle.

C'est tout le contraire qui s'est produit. Le FG échoue dans ses tentatives de conquête, comme à Morsang-sur-Orge, dans l'Essonne, où le numéro deux du Parti de gauche, François Delapierre, est largement devancé au premier tour par le candidat socialiste, Malek Boutih (16,6 % contre 34,5 %). Beaucoup plus grave : dans cinq des huit circonscriptions qu'il détenait jusque-là en petite couronne, les députés communistes sortants sont devancés au premier tour par leurs concurrents de gauche. C'est le cas dans les circonscriptions de Gennevilliers-Colombes-Nord et de Bagneux-Montrouge-Malakoff dans les Hauts-de-Seine ; dans celle d'Ivry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, où le maire chevènementiste du Kremlin-Bicêtre, Jean-Luc Laurent, s'empare de la circonscription historique de Maurice Thorez (détenue jusque-là par le maire d'Ivry, Pierre Gosnat, fils d'un ancien trésorier national du Parti communiste, ancien député d'Ivry) ; à Montreuil-Bagnole où le député sortant apparenté communiste, Jean-Pierre Brard, est battu par un candidat socialiste issu de la « diversité », Razy Hammadi et enfin dans la deuxième circonscription de la Seine-Saint-Denis, où Patrick Braouezec, député depuis 1993, ancien maire de Saint-Denis et président de la communauté d'agglomération de Plaine Commune, est assez nettement devancé à l'issue du premier tour par un jeune candidat socialiste, Mathieu Hanotin (36,5 % contre 31,1 %) puis battu au second après avoir décidé de se maintenir (46,5 % contre 53,5 % au candidat socialiste). Alors que le PCF comptait 27 députés avant 1981, le Parti communiste ne compte plus que trois députés en Île-de-France : Jacqueline Fraysse dans la circonscription de Nanterre-Suresnes, Marie-George Buffet dans celle

du Blanc-Mesnil–La Courneuve–Dugny–Stains et François Asensi dans celle de Sevrans–Tremblay-en-France–Villepinte.

Appliquant la règle du désistement républicain, les députés sortants communistes, à l'exception de Patrick Braouezec, se sont retirés lorsqu'ils étaient devancés par un autre candidat de gauche, y compris quand il n'y avait plus d'adversaire de droite ou d'extrême droite susceptible de gagner dans une triangulaire. Cette stratégie, qui pose la question de l'expression démocratique, a des effets directs à la fois sur le résultat des élections (des candidats uniques élus avec 100 % des suffrages exprimés) ainsi que sur le taux d'abstention et le nombre record de bulletins blancs ou nuls. Les circonscriptions gagnées par Marie-George Buffet et François Asensi, du Front de gauche, et Bruno Le Roux, Razzy Hammadi et Elisabeth Guigou, du PS, enregistrent ainsi au second tour plus de 66 % d'abstention et entre 19 et 28 % de bulletins blancs et nuls.

### **À Saint-Denis, la défaite exemplaire d'un élu exemplaire**

La défaite de Patrick Braouezec mérite d'être étudiée de près. Remarquable élu local, homme de dossiers et de négociations, comme le montre l'aménagement du secteur de la Plaine Saint-Denis, populaire très au-delà des seuls électeurs communistes, il a été cité à plusieurs reprises comme ministrable, notamment à l'époque de la Gauche plurielle de Lionel Jospin, au ministère de la Ville, et encore en mai 2012 comme un possible ministre du Grand Paris. En 2007, il avait été élu avec 65 % des voix au second tour contre une candidate de l'UMP.

Trois facteurs semblent avoir été déterminants. D'abord le fait que Patrick Braouezec était opposé cette fois, au second tour, à un candidat socialiste et non plus UMP. Ce dernier a bénéficié du phénomène du « vote utile » (donner au nouveau président de la République les moyens de gouverner) et de la dynamique d'une élection présidentielle gagnée par le PS. En 2007, quelques semaines après l'élection de Nicolas Sarkozy, c'était au contraire la candidate de l'UMP qui, logiquement, avait profité à la fois de ce vote utile et de cet élan, ce qui lui avait permis de se qualifier pour le second tour. La candidate socialiste, elle, n'avait pas atteint le seuil de 12,5 % des inscrits qui lui aurait permis de se maintenir. Dans cette configuration, Patrick Braouezec avait bénéficié du report des voix de gauche. En 2012, le candidat UMP s'est effondré, passant de 22,6 % à 9,1 % et perdant les deux tiers de ses électeurs, au point d'être même dépassé par le Front national. Le candidat socialiste a, lui, bénéficié dès le premier tour des voix d'électeurs qui avaient voté cinq ans plus tôt Verts, Modem ou même UMP. Au second tour l'apport de voix venu de la droite s'est accru et l'abstention n'a que faiblement progressé. Comme à Montreuil ou à Aubervilliers, des villes qui ont connu avec Saint-Denis d'importantes transformations sociologiques, le vote socialiste a été utilisé par une partie de l'électorat de droite pour en finir avec un pouvoir local communiste.

Le deuxième facteur qui a sans doute joué est la progression de l'abstention. Déjà élevée en 2007 (51,5 %), elle a atteint dans cette circonscription 56,5 % au premier tour des législatives de 2012, puis 57,8 % au second. En cinq ans, près de 4 000 électeurs supplémentaires ont choisi de s'abstenir, dont on peut penser qu'une grande partie est issue des quartiers les plus populaires. Par rapport à la présidentielle, l'abstention a presque doublé (30,3 % pour la ville de Saint-Denis le 22 avril). En 2007, les électeurs hostiles à Nicolas Sarkozy s'étaient mobilisés pour limiter la victoire de la droite aux législatives. En 2012, les partisans de la gauche se sont largement démobilisés, pensant que l'essentiel était fait avec l'élection du nouveau président.

Enfin, il faut noter que la victoire du candidat socialiste a été très intelligemment construite, en abordant la circonscription par son point faible, la commune de Pierrefitte-sur-Seine (22 % des électeurs), communiste depuis 1945 et conquise par le PS en 2008, qui a massivement voté pour Mathieu Hanotin (48,6 % dès le premier tour). Mathieu Hanotin avait commencé à s'implanter à Saint-Denis en se faisant élire en 2008, contre un sortant communiste, conseiller général du canton

de Saint-Denis-Sud, canton qui se situe dans la première circonscription dont le socialiste Bruno Le Roux est le député.

### **Quelles conséquences de ces défaites à court ou moyen terme ?**

L'implantation des maires communistes ne doit pas être sous-estimée et les électeurs ne votent pas nécessairement, on le sait, de la même façon aux municipales et aux législatives. Le score des députés du FG devancés au premier tour a bien mis en évidence la prime aux sortants dans les villes où ils sont élus locaux. À Gennevilliers, le FG est à 50 % au premier tour, à 40 % à Ivry, à 39 % à Nanterre et à 42 % à Bagneux avec toujours dix à vingt points d'avance sur le candidat socialiste ou EELV. Le « communisme municipal » semble encore résister dans certaines communes de la banlieue rouge, mais cette expérience politique est-elle compatible avec la radicalité du projet de contestation sociale porté par le Front de gauche ? La recomposition du PCF peut-elle se faire au prix du « sacrifice » de ses élus locaux ?

De l'analyse des résultats de ces élections, il ressort trois phénomènes qui semblent aller dans le même sens :

1. l'évolution sociologique des communes de la petite couronne avec l'arrivée de nouveaux habitants, issus en partie de Paris *intra-muros*, appartenant aux nouvelles couches moyennes et qui votent volontiers socialiste ou écologiste ; cette évolution est favorisée par les politiques d'aménagement qui apportent une (nécessaire) mixité sociale ;
2. l'incapacité du Parti communiste à mobiliser suffisamment l'électorat populaire d'origine étrangère, qui est le plus prompt à s'abstenir lorsque les enjeux politiques ne sont pas suffisamment brûlants, alors que le PS présente désormais à la députation des candidats issus de cette population, y compris dans des circonscriptions gagnables ;
3. l'efficacité de la stratégie mise en œuvre depuis plusieurs années, avec patience et efficacité, par le Parti socialiste, notamment par sa fédération de Seine-Saint-Denis. Cette stratégie s'appuie sur la conquête, une par une, des positions de pouvoir locales, mandats de conseillers généraux, mairies, circonscriptions, en se réclamant de la discipline républicaine lorsque cette règle est favorable à la gauche non communiste, en s'en affranchissant dans d'autres cas. Cette stratégie est basée sur une alliance avec Europe Écologie les Verts, qui permet de renforcer le potentiel électoral des candidats socialistes au premier tour (pour dépasser le concurrent communiste) et sur la récupération d'une partie de l'électorat du centre ou de droite, qui vote socialiste ou écologiste pour des raisons tactiques (éliminer le sortant communiste).

Si la prise de Gennevilliers, de Nanterre ou d'Ivry-sur-Seine par le PS est très improbable à court terme, le sort des municipalités communistes de Saint-Ouen et de Saint-Denis est plus incertain. Or la conquête de Saint-Ouen, et sans doute celle de Saint-Denis, entraînerait automatiquement la perte de la présidence de la communauté d'agglomération de Plaine Commune. L'affaiblissement du PCF pourrait ainsi avoir également des conséquences sur les politiques de peuplement et d'aménagement du Grand Paris. Les résultats du Front de gauche aux législatives de 2012 en petite couronne annoncent donc peut-être d'autres défaites aux prochaines municipales et la perte d'autres positions de pouvoir. L'année 2014 pourrait-elle être le dernier acte de l'histoire de la banlieue rouge ?

### **Bibliographie**

Bacqué, M.-H. et Fol, S. 1997. *Le devenir des banlieues rouges*, Paris : L'Harmattan.

Fourcaut, A. (dir.). 1992. *Banlieue rouge 1920-1960. Années Thorez, années Gabin : archétype du populaire, banc d'essai des modernités*, Paris : Autrement.

Subra, P. 2004. « Île-de-France : la fin de la banlieue rouge », *Hérodote*, n° 104, p. 14-26.

Subra, P. 2012 (à paraître). *Le Grand Paris, géopolitique d'une ville mondiale*, Paris : Armand Colin.

**Philippe Subra** est professeur à l'Institut français de géopolitique (université Paris-8). Membre du comité de rédaction de la revue *Hérodote*, il est l'auteur de *Géopolitique de l'aménagement du territoire* (2007, Paris : Armand Colin, nouvelle édition automne 2012) et co-auteur de *Nouvelle géopolitique des régions françaises* (Giblin, B. (dir.), 2005, Paris : Fayard) et du *Dictionnaire des banlieues* (Giblin, B. (dir.), 2009, Paris : Larousse).

**Pour citer cet article :**

Philippe Subra, « De la banlieue rouge à la banlieue rose. 2012, année paradoxale pour le PCF », *Métropolitiques*, 2 juillet 2012. URL : <http://www.metropolitiques.eu/De-la-banlieue-rouge-a-la-banlieue.html>.